

### Troisième partie

#### Le contrat de mandat .:

C'est un contrat ancien régis par le Code civil Articles 1984 à 2010 CC.

C'est un contrat par lequel une personne donne pouvoir à une autre le mandataire de conclure en son nom et pour son compte un ou plusieurs actes juridiques avec un tiers. Celui qui donne pouvoir est le mandant et celui qui reçoit est le mandataire. L'essence du mandat tient aujourd'hui à cette notion de représentation qui cantonne le mandat à la conclusion d'acte juridique.

## Titre 1 Notion et formation du mandat

### Chapitre 1 La qualification du mandat :

⇒ Art 1984 du Code civil « le mandat ou procuration est l'acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandat et en son nom ».

On retient une définition doctrinale qui se conçoit comme une définition négative. Le mandat est un contrat par lequel une personne un pouvoir volontairement à une autre sans subordination. Ce quelque chose est forcément l'accomplissement d'un acte juridique.

### Section 1 Un pouvoir volontairement à une autre sans subordination

Le mandat est un contrat qui doit se distinguer de la gestion d'affaire mais constitue un quasi-contrat. La gestion d'affaire consiste pour une personne en raison de circonstance particulière de gérer les affaires d'autrui et définis par :

⇒ Art 1375 du Code civil

Le mandat repose sur la volonté de celui qui va en bénéficier. C'est un pouvoir donné volontairement. Un tempérament est donné par la jurisprudence au moyen de l'application de la théorie de l'apparence. C'est la situation dans laquelle une personne a cru avoir le pouvoir et agir en tant que mandataire.

Le pouvoir donné par le mandant n'engage aucune subordination. Le mandataire différent du salarié exerce sa mission au nom du mandant mais en toute indépendance. Un contentieux abondant naît de la requalification de certains contrats de mandat en contrat de travail. Il existe dans le domaine de représentant de commerce, ils sont indépendants dans les faits mais sont tenus à un rapport de subordination.

### Section 2 Un pouvoir juridique pour le compte du mandant :

#### §1 L'accomplissement d'un acte juridique :

L'objet du mandat permet de le distinguer du contrat d'entreprise. Le mandataire peut avoir le pouvoir de conclure tous types d'actes comme un contrat synallagmatique, paiement ... Les frontières sont parfois délicates entre le mandat et le contrat d'entreprise. Il faut considérer qu'alors que l'entrepreneur ne put pas conclure au terme d'un contrat d'entreprise, un acte juridique. Le maître d'ouvrage peut conclure d'autres actes matériels. La conclusion d'acte juridique nécessite obligatoirement des actes matériels qui sont des prestations facturés au mandant.

Pose problème le contrat de courtier qui consiste à mettre en relation des personnes pour qu'elles concluent un acte juridique. La position principale de la Cour de Cassation est que le courtier ne conclut pas d'acte juridique donc n'est pas un mandataire. Mais cette position est changeante car la Cour de Cassation prend en compte les usages locaux.

Même problème pour les contrats de commission.

#### §2 La notion de représentation

La notion de représentation découle de la passation par le mandataire d'actes juridiques au nom du mandant. Ce faisant le mandataire représente le mandant.

En principe le mandat donne une représentation parfaite, le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant. Le tiers est ainsi informé au moment où il va conclure qu'il le passe à travers le mandataire avec le mandant. Il y a des situations dans lesquelles le mandataire va agir sans donner son identité auprès d'un tiers contractant, c'est une représentation imparfaite laquelle s'exprime dans deux hypothèses :

- Les ventes aux enchères, on parle de déclaration de command. Le command fait acheter un bien aux enchères par un autre, le commandé. Le commandé va déclaré agir pour autrui sans révéler l'identité du command. Au terme d'un délai, une alternative s'ouvre :
  - Soit le command ne révèle pas l'identité, il acquière le bien
  - Soit il révèle l'identité, tout se passe comme s'il y avait eu une représentation parfaite et ce rétroactivement.
- La convention de prêt nom, le prêt nom agit pour le compte d'un commanditaire mais sans jamais le révéler aux tiers. Il semble agir en son propre nom. Ce n'est pas mandat :
  - Entre les relations entre le commanditaire et le prête nom, tout est régi par le mandat.
  - Entre les tiers et le prête-nom, seul le prête-nom est engagé.

Tout cela ne vaut cependant que s'applique la théorie de l'apparence.

## **B) La théorie de l'apparence :**

C'est une théorie transversale et ne concerne pas exclusivement le mandat. La doctrine évoque la notion de mandat apparent et conduit à ce qu'une personne qui n'a pas pourtant rien à demander soit engagée par le truchement d'un intermédiaire à l'égard d'un tiers.

Le mandataire est allé au-delà de ce que lui avait demandé le mandant. Ce courant jurisprudentiel est assis sur un arrêt :

### **⇒ Assemblée Plénière 13 décembre 1962**

Un directeur de banque avait cautionné une dette au nom de la banque alors qu'il n'en avait nullement le pouvoir. La Cour de Cassation a considéré que le tiers avait une croyance légitime quant à l'étendue des pouvoirs du mandataire et que la banque se trouvait effectivement engagé.

Conditions :

- Une personne doit se comporter comme s'il était mandataire à l'égard du tiers.
- Le tiers doit être de bonne foi.

## Chapitre 2 La formation du contrat de mandat :

### Section 1 Les conditions de fond

⇒ Art 1108 du Code civil. Deux des quatre éléments attirent notre attention,

- La capacité des parties
- L'objet du contrat

#### §1 La capacité de l'acte.

Le mandat est un contrat, sont requises la capacité du mandant et du mandataire.

- La capacité du mandant doit s'apprécier non seulement au regard du contrat de mandat mais également au regard de l'acte pour la conclusion duquel le mandat est conclu. La capacité requise est celle nécessaire pour les actes d'administration. En effet, le mandant doit être en capacité de verser une rémunération au mandataire. Au regard de l'acte projeté, la capacité requise est variable. Tout dépend de ce que le mandant demande au mandataire d'accomplir. Si c'est un acte de conservation ou d'administration, la simple capacité sera suffisante. En revanche, il faudra la capacité complète pour que le mandataire puisse accomplir un acte de disposition.
- La capacité du mandataire est appréciée avec davantage de souplesse. Le mandataire sera souvent complètement transparent. Ainsi, l'art 1990 du Code civil dispose que le mandataire peut même être un incapable et en particulier un mineur non émancipé. Le mandant prend des risques dans la mesure où cet article dispose que dans les relations mandataire/mandant, le mandant ne pourra réclamer que ce qui est envisageable au regard du régime des incapacités. Le mandataire incapable pourra invoquer la nullité du contrat de mandat ce qui entraînera du point de vue des restitutions une diminution de ce que le mandant pourra lui réclamer.

#### §2 L'objet du mandat :

L'objet comprend un acte à accomplir qui va être logé d'une obligation du mandataire mais aussi un prix qui intégrera l'objet de l'obligation principal du mandant.

##### A) L'acte à accomplir :

Par le contrat de mandat, le mandant donne au mandataire la mission d'accomplir un acte pour son compte et en principe en son nom. A ce titre cet acte à accomplir doit répondre aux caractéristiques du droit commun : licite, conforme aux bonnes mœurs. Une mission consistant à vendre quelque chose en dehors du commerce engendrera la nullité du contrat. Par ailleurs, la mission doit être déterminable. A ce titre, le Code civil effectue des distinctions assez subtiles et délicates à manier.

⇒ Art 1987 à 1989 du Code civil : le législateur distingue le mandat spécial du mandat général :

- Le mandat spécial vise à un acte sur un bien déterminé du mandant.
- Le mandat général est donné « pour toutes les affaires du mandant ».

Cette distinction par rapport aux biens s'ajoute une seconde distinction :

- Le mandat en termes généraux recouvre une série d'acte qui ne peut porter que sur des actes de conservation ou d'administration.
- Le mandat en terme spéciaux est un mandat express qui vise un acte en particulier et donc obligatoire pour les actes graves.

Le mandat express ou en terme spéciaux est toujours un mandat spécial, c'est toujours la vente ou l'hypothèque d'un bien.

En revanche, le mandat en terme généraux peut être un mandat spécial parce que ce sont tout les actes d'administration sur un même bien Ex : porte feuille d'action) ou bien général, la mission donné à quelqu'un de gérer tous les biens.

Pour le mandat spécial, express ou en termes spéciaux, le consentement du mandant va être examiné de façon plus rigoureuse.

### **B) Le prix :**

Le régime du mandat s'apparente au contrat d'entreprise. Cela procède d'une jurisprudence traditionnelle qui s'expliquait par le fait que le mandat était un contrat à titre gratuit. Cela n'est plus la cas mais la jurisprudence continue à admettre que le px ne constitue pas une condition de validité du contrat de mandat.

Ce contrat est présumé à titre onéreux notamment lorsqu'il est conclu avec un professionnel. Il faudra rapporter la preuve que le mandat a été réalisé à titre gratuit.

A défaut de fixation de prix ab initio, le contrat de mandat se réalise comme le contrat de vente, on exige un accord des deux parties sur la détermination du prix. A défaut d'accord, le rôle du juge consistera à fixer lui-même la rémunération du mandataire.

Les fixations du prix :

- Le forfait,
- Les séries de prix c'est à dire un prix déterminé à l'heure
- Un prix fixé en pourcentage du résultat final du mandat.

## **Section 2 Les conditions de forme :**

Le mandat répond au consensualisme mais il connaît des exceptions dues à la théorie du parallélisme des formes.

### **§1 Le principe du consensualisme, l'application :**

Cette solution est prévue par le législateur :

⇒ Art 1985 du Code civil « le mandat peut être donné en la forme authentique, sous seing privé mais aussi verbalement ».

Il n'y a pas de formalisme « ad validatem ». Le silence ne vaut consentement au mandat, la jurisprudence réclame un comportement tacite du mandant révélant son consentement. Ce comportement peut être l'accomplissement de l'acte conclu par le mandataire.

Le contrat de mandat est un contrat, on applique le formalisme ad probatio, c'est à dire à titre de preuve. Un écrit est exigé pour tout acte juridique dépassant 1500€.

### **§2 Les exceptions au consensualisme :**

Elles sont de 2 types :

- Il y a un droit sous spécial du mandat qui vient exiger le respect de certaines formes de validité de contrat de mandat particulier. C'est le cas pour les agents immo, la loi Hoguet de 1970 exige un écrit pour la validité du mandat délivré à un agent immo. Il en va de même pour les promoteurs immo et les agents commerciaux.
- Lorsque l'acte pour la conclusion duquel le mandat est donné requière le respect de certaines formalité, le contrat de mandat doit lui-même suivre ces mêmes formalités. Ainsi, si le mandat a pour objet la conclusion d'un acte, il doit être passé sous une forme authentique, le mandat est lui-même valable que s'il est conclu par acte authentique. Ce parallélisme des formes ne concerne que les formalités requises à titre de validité de l'acte. Les formes requises à titre de preuve ou d'opposabilité de l'acte (pub foncière) n'oblige pas à ce que le mandat suive ces mêmes formalités.

## TITRE 2 Le régime du contrat de mandat :

Le contrat de mandat n'est conclu entre 2 parties, le mandant et le mandataire mais son exécution donne lieu à des rapports triangulaires. Le contrat de mandat est conclu pour la conclusion d'un acte juridique qui va intéresser un tiers.

### Chapitre 1 Les rapports entre les parties :

C'est un rapport contractuel qui se manifeste par la création d'obligation.

#### Section 1 Les obligations du mandataire :

Le mandataire est tenu de 2 obligations « successives » :

- D'exécuter sa mission
- Rendre des comptes

##### §1 L'exécution de sa mission :

###### A) Les modalités de l'exécution de l'obligation :

La question principale qui se pose est celle de savoir si le mandataire peut lui même se faire remplacer par un tiers. Le législateur répond par la positive, le mandataire peut se substituer à un sous-mandataire sauf pour les contrats intuitu personae.

Deux approches théoriques sont à envisager :

- Il y a un sous-contrat comme la sous-traitance
- Certains voient une illustration de la cession de contrat.

L'intervention ou non du mandant initial est-elle nécessaire ? Non, la question est celle de savoir les règles de prescription applicable au mandat initial s'applique t-elle ou pas.

Le législateur ne tranche pas.

⇒ L'art 1994 du Code civil « le mandataire initial répond des fautes de celui qui s'est substitué sans avoir été autorisé par le mandant », si la substitution a été autorisée, le mandataire initial est déchargé .... »

La solution est plus favorable au mandataire en cas de sous-mandat qu'elle ne l'est pour l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance. En cas de sous-traitance, l'entrepreneur est responsable du sous-traitant même si ce dernier a été agréé par le maître d'ouvrage.

###### B) Le contenu de l'obligation :

Le mandataire doit exécuter sa mission en respectant scrupuleusement les directives posées par le mandant.

A défaut, il engage sa responsabilité contractuelle à l'égard du mandant. La responsabilité du mandataire repose sur la combinaison des articles :

⇒ Art 1991 du Code civil « le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé et il répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de

son inexécution ». C'est une responsabilité qui semble être présumé. Obligation de résultat

⇒ **Art 1992 du Code civil** « le mandataire répond non seulement du dol mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion. Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit (obligation de moyen), qu'à celui qui reçoit un salaire ».

Entre les obligations non exécutées (art 1991 du Code civil, c'est une présomption de responsabilité) et les obligations mal exécutées, s'applique une responsabilité pour faute prouvée, (art 1992 du Code civil).

Le législateur nous invite à une sous distinction :

- Les fautes doivent s'apprécier moins sévèrement dans le cadre d'un mandat à titre gratuit.
- La faute dans le mandat s'apprécie /aux instructions données, le mandataire simple intermédiaire ne garantit pas la bonne exécution par le tiers de l'acte conclus. Sa responsabilité ne peut être engagé. Le mandataire peut commettre un faute dans le choix du cocontractant.

Ceci connaît un tempérament, en cas de stipulation d'une clause ducroire, c'est une clause en vertu de laquelle moyennant contrepartie financière, le mandataire s'engage à garantir l'exécution correcte de l'acte juridique passé par le tiers qui en est partie. Cette clause a été rendue obligatoire dans les contrats de mandat conclu avec promoteur immobilier. En vertu d'un ducroire imposé, le promoteur garantit au mandant la bonne exécution par les entrepreneurs envers lesquels il a engagé son mandat.

En tout état de cause le mandataire est tenu de rendre des comptes.

## **§2 L'obligation de rendre de comptes :**

Cette obligation est prévue par l'art 1993 du Code civil « tout mandataire est tenu de rendre des comptes de sa gestion et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration quand bien même cela n'était point du au mandant ».

Ce texte fait pesé 3 obligations au mandataire :

- S'immiscer dès le cour de la mission, le mandataire est tenu de rendre compte au mandant l'état d'avancement du projet et d'éventuelles difficultés.
- Le mandataire sera tenu d'une information sur l'échec ou de la réussite complète ou partielle de toutes les démarches entreprises.
- Le mandataire crée un compte de gestion dans lequel il fait apparaître tout ce qu'il a reçu du mandant et du tiers contractant. Il y note tout ce qu'il aurait du recevoir mais n'a pas perçu et tout ce qu'il a du lui-même déboursé. Une fois ce compte effectué, le mandataire est tenu d'une obligation de restitution. Elle a pour objet d'une part, les éléments qu'il a reçu du mandant pour lui permettre d'accomplir sa mission. D'autre part, ce qu'il a reçu en vertu du mandat pour le compte du mandant.

## **Section 2 Les obligations du mandant :**

### **§1 Une obligation pécuniaire :**

Elle n'existe, bien sûr, que dans le mandat à titre onéreux. Une rémunération est due à terme ou bien échelonné en fonction des actes effectués par le mandataire d'où l'importance de rendre des comptes en cours de mandat.

La jurisprudence présume le caractère onéreux des mandats conclus avec des mandataires professionnels. Pour les autres, il faut une stipulation dans le contrat. Pour ce qui est de la quotité de cette obligation pécuniaire, le régime est très proche de celui du contrat d'entreprise (il peut y avoir une détermination différée, et même lorsque la détermination est faite ab initio, la jurisprudence s'est octroyée le pouvoir de réviser le prix).

## §2 Une obligation de remboursement de frais et avance

⇒ Art 1999 du Code civil « le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a fait pour l'exécution du mandat.

C'est une solution qui reposait sur la gratuité du mandat. Avant, le mandat était gratuit par essence ce qui a engendré la solution suivante, le mandant doit rembourser + les intérêts au taux légal ou au taux conventionnel de ces frais.

Dans les contrats à titre onéreux, une rémunération globale du mandataire pourra être stipulée comme incluant les frais et remboursement, avances. Le mandataire ne peut avoir connaissance exacte des frais au moment de la conclusion du contrat des frais qu'engendrera l'accomplissement de la mission.

## §3 Une indemnisation de pertes subies

⇒ Art 2000 du Code civil « le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyé au moment de sa gestion sans imprudence qui lui soit imputable ».

La jurisprudence fait une interprétation large de la notion de perte, ce sont toutes les pertes financières ou commerciales du mandataire indépendamment du caractère exceptionnel de celle-ci.

La charge des risques porte sur le mandant, une stipulation contraire est valable. On trouve fréquemment dans les contrats de mandat des clauses de transfert des risques. Ces clauses sont surveillées par la jurisprudence, tendait de faire supporter au mandataire des risques qui ne sont pas uniquement en lien avec l'exécution de la mission du mandataire.

⇒ Chambre commerciale 26 octobre 1999 RTD civ 2000 p.136

Les pertes qui auraient pour origine un élément de l'exploitation d'une entreprise dont la maîtrise a été conservée en fait par le mandant ne peut être conventionnellement mise à la charge du mandataire. Il peut y avoir une clause de transfert des risques.



## Chapitre 2 Les rapports à l'égard des tiers

On prend en considération le tiers destinataire de l'acte objet de la mission du mandataire. Le mandat va créer des relations avec ce tiers. C'est une relation triangulaire qui va prendre place. Entre le mandataire et le tiers et, d'autre part, entre le mandant et le tiers.

### Section 1 : Les rapports entre le mandataire et le tiers

Par effet de la représentation parfaite, le mandataire disparaît de la scène juridique une fois sa mission accomplie. Il n'est donc pas le cocontractant dans ce cas de l'acte qu'il a aidé à conclure envers le tiers, aussi ne peut-il en répondre comme il le peut, réclamer l'exécution du contrat conclu avec un tiers.

L'étant pas cocontractant, le mandataire va répondre de son comportement sur le terrain délictuel. Ce type de responsabilité est souvent amené à s'appliquer : art 1382, 1383 et 1384 al1 du Code civil s'il garde une chose ou a un proposé art 1385 du Code civil de sa responsabilité /aux tiers.

Par ailleurs, il est des cas où la représentation n'est pas parfaite, le mandataire agissant au départ en son propre nom, il sera engagé /aux tiers. Il sera débiteur des obligations du contrat à charge de se retourner contre son mandant.

Lorsque le mandataire est un professionnel de conseil, une jurisprudence assez stricte retient sa responsabilité sur le terrain délictuel envers le tiers au motif qu'il a en sa qualité de professionnel un devoir d'info et de conseil.

### Section 2 : Les relations entre le mandant et le tiers

⇒ **Art 1998 du Code civil:** « le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractuels passés par le mandataire conformément au pouvoir qui lui a été donné. Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà que tant qu'il a l'a ratifié expressément ou tacitement ».

Il faut distinguer les actes accomplis conformément au pouvoir et les actes de dépassement de pouvoir.

#### §1-Les actes accomplis conformément au pouvoir

En cas de représentation parfaite, le mandataire qui a exécuté sa mission dans le respect des pouvoirs confiés, engage chaque fois son mandant envers le tiers par un contrat ou un acte unilatéral. Le mandant est engagé et peut se voir reprocher l'inexécution d'un acte juridique même si réclamer au tiers l'exécution de ces propres obligations.

La transparence av au-delà, tous les documents remis au mandataire sont censés avoir été directement remis au mandant. Le mandant peut se prévaloir de tous les vices du consentement dont le mandataire a été victime.

Une seule exception qui permettra au mandant de se dégager de sa relation avec le tiers : la collusion frauduleuse entre le mandataire et le tiers (fraus omnia corrumpit). La mandant n'est pas tenu d'une vente effectuée à bas prix conclut entre le mandataire et le tiers en vue de lui nuire.

#### §2-Les actes de dépassement de pouvoirs

Le mandant n'est pas engagé envers les tiers, dès lors que l'acte conclu avec ce dernier ne faisait pas partie des éléments pour lesquels pouvoir avaient été donné au mandataire. Cette solution connaît deux tempéraments : application de la théorie de l'apparence (cf supra) et l'hypothèse d'une ratification de l'acte par le mandant (expresse ou tacite).

Deux tempéraments s'appliquent :

- La théorie de l'apparence, lorsque certaines conditions sont réunies, le tiers sera considéré engagé envers le mandant.
- L'art 1998 du Code civil permet au mandant volontairement d'intégrer l'acte a posteriori parmi les pouvoirs accordés au mandataire. C'est une ratification qui peut être expresse ou tacite mais elle ne peut provenir d'un simple silence. La ratification a un effet rétroactif, tout se passe comme si le mandataire avait agi au nom du mandant.

## Chapitre 3 L'extinction du contrat de mandat \_:

Elle connaît deux particularités : se trouve consacré un droit de rupture unilatérale au profit de l'une et de l'autre des parties. En outre, parfois, le mandat va s'éteindre involontairement : décès.

### Section 1 : La rupture unilatérale du mandat

Le législateur a organisé pour chacune des parties de sortir contractuellement de leur lien contractuel. Le mandat repose sur une confiance réciproque, si cette dernière est brisée, il faut pouvoir sortir du contrat. Il est donc fait exception à la force obligatoire des contrats. Si c'est le mandant qui rompt, on parle de révocation du mandataire ; si c'est le mandataire qui rompt, on parle de renonciation.

#### §1 La révocation du mandataire par le mandant

- ⇒ L'art 2004 du Code civil, en raison du caractère intuitu personae du mandat, le mandant peut révoquer le mandataire à tout moment sans préavis légal et sans motivation obligatoire, c'est la révocation ad nutum.

Cette révocation n'est accompagnée qu'aucune indemnisation, mais la jurisprudence pose un tempérament :

- en cas d'abus de droit, la révocation pourra donner lieu à des indemnisations qui peuvent se manifester dans les circonstances vexatoires.
- La pratique a tenté de stipuler que les mandats étaient des mandats irrévocables, la Cour de Cassation consacre le caractère d'ordre public de la révocation du mandataire. Le juge peut contraindre le mandant non pas à rester dans le contrat mais à verser au mandataire une indemnité à hauteur du préjudice subi.
- La révocation intervenant dans le cadre d'un mandat d'intérêt commun, il est en effet certains mandats qui sont loin d'être conclus dans l'intérêt exclusif du mandant. Ceci lorsque le mandataire fait de la conclusion de mandat son activité professionnelle. Dans ces conditions, la libre révocabilité du mandataire paraît insoutenable, la jurisprudence a posé un principe d'indemnisation du mandataire en cas de révocation d'un mandat d'intérêt commun. \_

#### §2 La renonciation à sa mission par le mandataire

- ⇒ Art 2007 du Code civil, le mandataire peut renoncer au mandat en notifiant sa renonciation au mandant.

L'exécution de cette renonciation est systématiquement accompagnée d'une indemnisation du mandant. La règle ne connaît de tempérament que si le mandataire supporte également un préjudice considérable du fait de sa propre renonciation.

### Section 2 : L'extinction involontaire du mandat

Le mandat est toujours présumé conclu intuitu personae mais ceci à l'égard des deux parties. C'est pourquoi, le législateur a-t-il envisagé les conséquences sur l'acte du décès de l'une ou l'autre des parties. Au terme de l'art 1991 du Code civil, le décès du mandant emporte extinction du mandat. Ceci supporte des tempéraments, le législateur dispose que

le mandataire est tenu d'assumer sa mission dès lors qu'il y a péril en la demeure. Le mandataire ne doit pas s'arrêter du jour au lendemain si cela met en péril le travail effectué.

L'art 2008 précise ensuite que tous les actes passés par le mandataire alors qu'il ignorait le décès du mandant restent valables. Finalement, la jurisprudence pose que l'extinction du mandat au décès du mandant est une règle supplétive de volonté, les parties pouvant sous certaines conditions prévoir la poursuite du mandat au profit des héritiers du mandant.

S'agissant du décès du mandataire, l'art 2010 du Code civil retient une extinction immédiate, c'est une règle d'ordre publique. En revanche, les héritiers du mandataire peuvent être tenu dans la mesure du possible de rendre des comptes au mandant.